



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 126 du 26 janvier 2020

Au sommaire :

- **Le capitalisme, c'est l'explosion des inégalités et de l'injustice ! Contre la dictature du CAC40 et Macron, pour les retraites, le combat continue...**
- **Espagne : face à la « coalition progressiste » du PSOE et d'Unidas Podemos, indépendance de classe et internationalisme - Daniel Minvielle**

Le capitalisme, c'est l'explosion des inégalités et de l'injustice ! Contre la dictature du CAC40 et Macron, pour les retraites, le combat continue...

A la veille du forum mondial des milliardaires, à Davos, Oxfam a publié un rapport montrant l'explosion des inégalités dans le monde, comme ici en France. 2 153 milliardaires possèdent l'équivalent de la richesse de 4,6 milliards de personnes, 60 % de la population mondiale. Les 1 % les plus riches possèdent autant que 92 % de la population. Partout dans le monde, ce sont les femmes qui endurent le plus les effets des inégalités.

La fable du « ruissellement » reprise par Macron pour nous convaincre que tout ce qui est bon pour le capital est bon pour la population est un mensonge évident. Ce sont bien la pauvreté et les inégalités, les injustices, les bas salaires qui nourrissent les grandes fortunes, les profits et les dividendes.

La réforme contre les retraites participe de cette politique où tout est fait pour satisfaire les appétits insatiables du capital au détriment de toute la population. Elle ne vise qu'à nous faire travailler plus longtemps pour des pensions en baisse. L'étude d'impact le confirme alors que le Conseil d'État, inattendu, rejoint le camp de la contestation en formulant lui-même ses doutes et critiques...

La dictature du CAC40 et de ses serviteurs

Lundi dernier, accueillant au château de Versailles pour l'opération dite « Choose France » 200 dirigeants de multinationales, Macron a vanté ses réformes « *qui aboutissent à un coût de l'emploi compétitif* ». Le même jour, en visite chez AstraZeneca, groupe pharmaceutique anglo-suédois implanté à Dunkerque, il s'est insurgé, singeant Trump à Davos, contre ceux qui « *nous farcissent la tête de mauvaises nouvelles* » alors que « *Les bonnes nouvelles elles n'arrivent pas toutes seules. Elles arrivent parce que notre pays se bouge : il convainc les grands patrons du monde entier, il fait des réformes sur le plan de la fisca-*

lité, sur le plan du travail, sur le plan de l'organisation des territoires ». Pour ajouter : « *Nous avons baissé le coût du capital avec l'ISF et la Flat tax. Là aussi, il faut faire de la pédagogie. Je suis accusé d'être "le président des riches" mais je suis pour l'intérêt général. Un capitalisme sans capital, ça n'existe pas. Nous avons voulu rendre l'économie plus compétitive en incitant l'investissement* ». Tout ça est clair, pour lui l'intérêt général c'est l'intérêt du capital, de ceux dont il est le larbin tout dévoué et empressé.

Tout va bien pour le CAC40 et les riches alors que ce pays compte 9,8 millions de pauvres, 400 000 personnes ayant basculé sous le seuil de pauvreté entre 2017 et 2018. Selon un rapport de l'Insee, publié en octobre 2019, les inégalités « *ont connu la plus forte progression depuis 2010* ».

La lutte pour les retraites, contester cette politique au service du CAC40

A travers la mobilisation contre la réforme des retraites, c'est le rejet de cette politique de régression sociale qui s'exprime, après les gilets jaunes, dans le monde du travail et gagne la jeunesse.

Vendredi, les grèves et les manifestations ont montré une nouvelle fois la vitalité et le dynamisme du mouvement malgré les agressions, les intimidations et les menaces du Premier ministre contre les blocages visant en particulier les grévistes d'Engie dont plusieurs militants sont poursuivis. Philippe et Macron ont reçu leur réponse. De nouveaux secteurs s'engagent dans la lutte, l'imagination, la créativité sont bien là, vivantes, dans les multiples initiatives, gestes symboliques, actions, manifestations, occupations d'établissements scolaires, occupations de rectorats, blocages de dépôts de bus, blocage des grands ports...

Et, signe important pour la suite, dans l'éducation nationale, à l'occasion de la mise en place du contrôle continu (E3C) pour le baccalauréat, enseignants, parents, élèves, interpro se sont retrouvés au coude à coude pour dénoncer la réforme du bac et souvent empêcher les épreuves de se tenir.

Même si dans le privé, la grève se réduit le plus souvent à des débrayages de quelques heures pour les manifs, dans tout le pays, l'hostilité à l'égard du gouvernement ne fait que croître.

Cette floraison d'initiatives et d'actions dépasse la seule question des retraites, elle ébauche une convergence politique anticapitaliste, hors des institutions, contre le gouvernement et le CAC40.

Retrait du projet Macron ou « conférence de financement », il faut choisir

Cette ébullition contestataire qui gagne le pays s'est heurtée et se heurte sur le chemin de la généralisation de la grève à la politique des directions syndicales et de la gauche. Certes, l'intersyndicale appelle à une nouvelle journée nationale le 29 janvier, mais elle accompagne en fait le mouvement sans avoir une politique qui vise à son réel élargissement si ce n'est des appels formels et sans contenu.

L'ambiguïté est illustrée par l'attitude de ses différentes composantes à l'égard de la « conférence de financement » dont Berger, le complice de Macron, a eu l'initiative. Il est évident que cette conférence est un piège qui ne vise qu'à donner du crédit à la petite entourloupe Macron-Berger sur l'âge pivot et à amener les syndicats à discuter financement en respectant la logique de la réforme dont le mouvement exige le retrait.

Il n'est pas possible de se prêter à ce jeu de dupe. Et pourtant !

La CGT et FO dénoncent la mascarade mais il n'est pas question pour elles d'enfreindre les règles du dialogue social mise en musique par Macron-Berger. FO ira à la conférence et si la CGT, sous la pression du mouvement, a laissé planer un doute, au final, sans surprise, elle a annoncé qu'elle irait.

On voit bien que les difficultés du mouvement ne sont pas un simple problème de date et de calendrier mais bien la conséquence de la politique de la gauche syndicale et politique qui en garde la direction et l'influence. Depuis des décennies, elle est prisonnière du jeu institutionnel, du dialogue social ou des politiques parlementaires, en un mot de la collaboration de classe.

Le gouvernement s'en sert sans faire mystère de ses objectifs, intronisant Berger comme son interlocuteur privilégié tout en multipliant les rencontres, séances de concertations, réunions bilatérales et réunions multilatérales, tantôt globales tantôt sectorielles, ou thématiques... Un monde virtuel hors de la réalité et de la lutte pour le retrait du projet où les directions syndicales discutent... de ce même projet !

Le 24 n'est pas un baroud d'honneur mais une étape vers la généralisation de la contestation sociale et politique

La fraction la plus militante du mouvement qui fait vivre les interpros, les coordinations, qui animent la dynamique à l'œuvre ont rompu ou se dégagent du dialogue social mais sans avoir les moyens de prendre réellement la direction de la lutte en main. Depuis 2016, la démoralisation a cédé la place à une nouvelle combativité. Une nouvelle génération militante (de tous âges) fait son expérience et a besoin d'acquérir les armes politiques pour préparer, diriger le nécessaire et inévitable affrontement avec le grand patronat et son État.

Cela suppose une critique radicale de cette intégration de la gauche syndicale et politique aux institutions bourgeoises, à l'État, ce conseil d'administration des intérêts généraux de la bourgeoisie, intégration qui conduit à une soumission à la logique capitaliste, à son idéologie, qui lui laisse l'initiative.

Depuis qu'a commencé l'offensive libérale des classes dominantes, le monde du travail est sur la défensive, de défaites en défaites, de recul en recul. Briser ce cycle qui nous conduit à la catastrophe, c'est renouer avec une politique de classe indépendante, reconstruire une conscience de classe.

Au lieu de cela, les marchands d'illusions à la Mélenchon surfent sur le mouvement pour mieux le cantonner dans le cadre institutionnel et le dévoyer sur le terrain des illusions électorales. Les luttes n'ont pas besoin d'un « débouché politique » mais d'une politique qui affirme les droits des travailleurs, conteste l'ordre établi et pose la question du pouvoir, qui dirige la société, au service de quels intérêts, de quelle classe ?

Le débouché politique que la gauche dit représenter tout en étant incapable est une impasse. Entre la politique que portent les révolutionnaires et cette gauche, fût-elle gauche de la gauche, il n'y a pas d'alliance électorale possible, pas de front populaire possible, même sur le simple terrain des institutions municipales. Dans la grève et sur les piquets, oui l'unité est possible mais en gardant toute notre indépendance pour être en mesure de contribuer à ce que les grévistes prennent eux-mêmes la grève en main, prennent le pouvoir dans la lutte.

Le mouvement révolutionnaire a la responsabilité de créer un cadre démocratique ouvert à toutes celles et tous ceux qui veulent poursuivre le combat sur la base de l'indépendance et de la solidarité de classe par delà les frontières, en rupture avec les institutions de l'ordre capitaliste et des partis qui les servent. Il ne s'agit pas de discuter « *modèle de société* » comme si la société bourgeoise était la mise en œuvre d'un modèle et non le produit d'une lutte de classes acharnée pour l'appropriation privée des richesses produites par le prolétariat.

Passer à l'offensive exige des perspectives, un projet, un programme, la volonté d'en finir avec la domination sociale et politique de la classe capitaliste.

Espagne : face à la « coalition progressiste » du PSOE et d'Unidas Podemos, indépendance de classe et internationalisme

Pablo Iglesias et Pedro Sanchez dans les bras l'un de l'autre, Iglesias promu premier vice-président du gouvernement espagnol, en larmes, faisant allégeance à la Constitution de 1978 dont il se disait un farouche opposant la veille... Tels étaient les gros titres des médias espagnols suite à l'investiture, le 7 janvier, de Sanchez comme Président du conseil des ministres, grâce à l'accord « historique » pour un gouvernement de « coalition progressiste » signé entre le PSOE et Unidas Podemos (alliance électorale entre Podemos et Izquierdas Unidas) le 12 novembre.

Cette mascarade était censée marquer la fin de plusieurs mois de crise politique des institutions espagnoles. En juin 2018, une motion de censure présentée par le Parti socialiste de Sanchez provoquait la chute du gouvernement du Parti Populaire présidé par Rajoy, épinglé pour corruption. Mais Sanchez, adoubé président du conseil des ministres par le roi, s'était avéré incapable jusqu'ici de rassembler une majorité parlementaire pour non seulement lui assurer une majorité de gouvernement, mais même permettre son investiture par les députés. En avril 2019, aux élections qui avaient suivi une dissolution des Cortes (le parlement espagnol), le PSOE arrivait largement en tête, mais toujours sans majorité. Suivaient des mois de « transactions » entre Sanchez et Iglesias dans l'objectif de trouver l'accord indispensable à dégager une majorité, en vain. On votait de nouveau le 10 novembre, et il a suffi cette fois d'une journée pour que l'accord « historique » voie le jour...

Les causes de ce « miracle » sont dans l'évolution des résultats au cours des 8 mois qui séparent ces deux élections. En novembre, le PSOE est toujours en tête mais a perdu 3 sièges, de 123 à 120. Unidas Podemos en a perdu 7, de 42 à 35. Ciudadanos s'effondre, de 57 à 10 sièges, mais le Parti Populaire en a gagné 23, de 66 à 89. Quant au parti d'extrême-droite Vox, qui ne cache pas sa nostalgie du franquisme, il fait plus que doubler la mise, de 24 à 52 sièges. « *Ce qui n'a pas été possible après les élections d'avril 2019, après plusieurs mois de négociations, a été immédiatement « résolu », en 24 heures, après avoir pris connaissance à la fois de leur recul électoral mutuel et de la lassitude de la population face aux « jeux du trône » des partis (PSOE et Unidas Podemos) dans leur quête de plus grands quotas de pouvoir* », résume Manuel Gari, militant d'Anticapitalistas...

L'accord politique passé à la hâte entre les deux organisations et une série de tripataouillages parlementaires ont permis au tandem Sanchez-Iglesias d'emporter le vote d'investiture aux Cortes par 167 voix contre 165 grâce à l'abstention négociée de 18 députés, dont ceux de l'ERC (Esquerra republicana catalane) indépendantiste, en échange de la promesse d'une « table de discussion » sur les rapports entre communautés autonomes et État central.

Mais personne ne se fait d'illusion sur la capacité de cet attelage à résister aux embûches qui l'attendent. Embûches constituées tout d'abord par un contexte économique national comme international lourd de menaces. Embûches liées aux conditions dans lesquelles l'accord a été passé, en particulier pour arracher à certains partis indépendantistes leur ralliement au vote pour l'investiture ou à défaut leur abstention. C'est dire qu'il suffira de bien peu de choses, quelques intérêts conjoncturels contradictoires, pour que le bel équilibre se rompe et que le gouvernement se retrouve sans majorité pour voter ses lois, voire à son tour à la merci d'une motion de censure... Cela alors que la droite et surtout l'extrême droite sortent renforcées de la séquence précédente et sont à l'offensive, aux Cortes comme dans la rue, sur les terrains les plus réactionnaires tout comme celui des affrontements entre nationalismes.

La question pour nous n'est pas de prévoir comment cette situation institutionnelle va évoluer, bien qu'il soit très probable que les déceptions de celles et ceux qui se font encore quelques illusions sur le prétendu caractère « progressiste » du deal PSOE-UP se traduiront par une nouvelle poussée de la droite et de l'extrême droite qui les conduira au pouvoir sur fond de flambée des affrontements entre indépendantistes de diverses communautés autonomes et tenants de l'unité de l'Espagne.

La seule parade à cette évolution annoncée se trouve sur le terrain de la lutte des classes. Cela exige de raisonner et d'agir du point de vue des intérêts des classes populaires et des travailleurs. Et pour cela, comprendre les logiques de l'évolution extrêmement rapide de Podemos qui, né du mouvement des indignés du M15 en 2011, achève sa course sur les strapontins d'un gouvernement PS !

Et discuter de la politique menée au sein de Podemos par le courant Anticapitalistas, membre de la IV^{ème} internationale, qui porte dans Podemos la politique de cette dernière. Quelques années après « l'expérience grecque » de Tsipras et Syriza, le pitoyable « accès au pouvoir » d'Iglesias et de Podemos ne fait que souligner l'urgence qu'il y a à rompre avec la politique dite des « partis larges », pour développer une stratégie politique réellement anticapitaliste, c'est-à-dire de classe, révolutionnaire, qui prenne réellement en compte les possibilités et les exigences de la période.

Du M15 à la « coalition progressiste », « nouveau réformisme » et vieilles logiques

En signant cet accord, en s'engageant à en respecter les clauses, Iglesias et Podemos s'alignent sur la politique qu'entend mener le PSOE en gestionnaire responsable des intérêts des classes dominantes. La coalition s'est certes donné un « programme » qui se prétend « progressiste ». Il n'est pas possible d'en développer ici le contenu et nous renvoyons pour cela à une série d'articles publiés dans la

lettre électronique *Viento Sur* d'Anticapitalistas que l'on peut lire en français sur le site www.alencontre.org¹ qui en détaillent le contenu de façon critique. A part quelques « avancées », telle l'augmentation annoncée des retraites, de toute façon bien en deçà des nécessités, l'accord est surtout fait de formules vagues qui laissent bien des portes ouvertes, à commencer par celles de la poursuite des offensives antisociales menées depuis des années par l'alternance PP-PS au bénéfice des classes dominantes.

On est aux antipodes des discours qui accompagnaient la constitution du mouvement M15, en 2011, à l'initiative d'individus comme Iglesias, mais aussi d'organisations politiques comme Izquierda anticapitalista, à l'origine du courant Anticapitalistas. Podemos voulait alors offrir une structure de regroupement aux mouvements des indignés nés en mai 2011 dans de multiples villes en opposition aux mesures d'austérité du socialiste Zapatero. A la veille des élections européennes de 2014, Podemos, en qui certains voyaient l'émergence d'un « nouveau réformisme », se constituait en parti politique pour pouvoir y participer, avec un succès qui le hissait au quatrième rang des partis nationaux. La direction de Podemos se prenait alors à considérer son organisation comme une « machine de guerre électorale » qui allait lui permettre, dans la dynamique qui s'était manifestée lors des européennes, de prendre « l'hégémonie politique » sur le PP et le PSOE caractérisés alors comme les deux piliers de la Constitution de 1978, le « régime de 78 », fossile institutionnel du franquisme, avec lequel il s'agissait également d'en finir.

Mais après le succès aux municipales de 2015 où des listes « Communes » intégrant Podemos et d'autres organisations gagnaient plusieurs grandes villes, dont Madrid et Barcelone, la « machine de guerre » s'est essouffée. En témoignent les reculs successifs des résultats aux diverses élections, tandis que les *Cercles de base* de l'organisation perdaient leur vitalité et se vidaient de leurs membres et que la direction se déchirait sur la stratégie à suivre pour y faire face. Les discours de conquête électorale aux élans radicaux ont peu à peu laissé place aux transactions entre appareils, dans une évolution qui trouve son épilogue aujourd'hui avec l'alignement pur et simple de la direction de l'organisation sur la politique du PSOE.²

Certes, Iglesias s'en défend. A peine nommé premier vice président du conseil, il a fait appel à la mobilisation des masses, disant en substance que sans cette mobilisation, le gouvernement ne pourrait mener à bien son programme face aux oppositions qu'il rencontre. Une façon de rendre, par avance, les masses responsables de ses propres capitulations !

Dans un entretien du 7 janvier publié sur le site *Eldiario.es*, il tente de justifier son retournement, en particulier par rapport au dit « régime de 78 ». Sous le titre « *Nous n'oublions pas oublier d'où nous venons* », il présente les mois de transactions stériles avec le PS comme un « *processus d'apprentissage tactique* » qui lui aurait permis de comprendre « *la nécessité d'adapter le discours de Podemos à la défense de la Constitution espagnole* ». Après cette

pirouette opportuniste, il ajoute : « *Dans un contexte de crise économique et sociale et de la droitisation du spectre politique de la droite, il serait plus pertinent de défendre le cadre constitutionnel, notamment les articles, surtout ceux promus par le PCE, que de parier sur les horizons constituants* »...

Il tente de justifier ainsi l'alignement sur la politique de Sanchez, qu'il a dans les faits déjà accepté, par le contexte de crise économique et sociale et l'exigence de protéger la coalition contre la droite et l'extrême droite. Il prend prétexte de la montée du « bloc réactionnaire » pour justifier son alignement sur ce « régime de 78 » qu'il dénonçait jusque-là, à juste titre, comme hérité du franquisme. Et non seulement il cesse de le combattre, mais il pense pouvoir s'appuyer dessus pour s'opposer à la poussée réactionnaire du PP et de Vox !

Il n'y a là aucun paradoxe, mais l'illusion, simulée ou réelle, que ce sont les institutions, les lois, qui régissent les rapports sociaux. C'est le propre du réformisme, ancien comme « nouveau », de justifier sa politique en entretenant l'illusion qu'il suffirait de changer une constitution pour changer les rapports sociaux et qu'une « bonne » constitution pourrait nous protéger de la violence des rapports sociaux...

Cette illusion s'avère d'autant plus dangereuse que les rapports entre les classes se tendent, amenant la bourgeoisie et son appareil d'État à durcir leurs positions, à se « droitiser ». Certains marchands d'illusions réformistes l'ont parfois durement payé, y compris de leur vie, en particulier en Espagne lors de la guerre civile. Mais les travailleurs et les classes populaires l'ont toujours payé bien plus durement, du fait qu'ils se retrouvent politiquement et organisationnellement désarmés au moment où les affrontements de classe s'exacerbent à cause du durcissement des conditions d'exploitation. Des moments qui exigent au contraire la plus grande clarté politique, la plus grande indépendance politique, la plus grande conscience que ce qui se joue, ce n'est pas un débat entre différentes conceptions au sein d'un État prétendument au-dessus des classes, mais un combat qui peut aller jusqu'à la mort entre des classes sociales aux intérêts inconciliables.

Nouvelles « leçons d'Espagne »...

Iglesias, ancien militant du PCE « qui n'oublie pas d'où il vient », en appelle à des articles écrits par le PCE pour la Constitution de 1978... Il y a quarante ans, en effet, le PCE participait, aux côtés de la droite franquiste et du PSOE, à l'élaboration de la constitution qui statuait sur la « transition démocratique » de la dictature franquiste à la royauté constitutionnelle, autrement dit assurait la continuité de l'État bourgeois en préservant la paix sociale indispensable aux bonnes affaires de la bourgeoisie.

Ce retour en arrière prend un sens particulièrement important en Espagne si on se rappelle que la défaite de la révolution des années 1936-37 est le fait de l'offensive contre-révolutionnaire des « républicains », staliniens et socialistes associés aux indépendantistes catalans, contre

les travailleurs insurgés, au nom du fait qu'il fallait d'abord « *sauver la république contre le fascisme, pour la révolution, on verra plus tard* ». ³

Les circonstances sont certes différentes aujourd'hui, dans un monde qui a profondément changé. Mais ce sont les mêmes logiques politiques qui sont à l'œuvre.

Le mouvement du M15 en 2011 en Espagne dont Podemos tire son existence n'était pas un événement isolé, dans une Espagne isolée. Il était une réponse, sur le terrain des affrontements sociaux, aux conséquences de la crise de 2007-2009, comme l'étaient les manifestations et les grèves générales en Grèce, Occupy Wall Street aux USA et les révolutions du Printemps arabe. Tous ces mouvements étaient les prémisses d'une mondialisation de la contestation dont on mesure l'ampleur qu'elle a prise aujourd'hui, de Hong Kong à l'Algérie en passant par une multitude d'autres régions du monde, du Moyen Orient à l'Amérique latine. Les trente années de mondialisation libérale qui ont conduit à la crise de 2007-2008 ont aussi ouvert une période d'exacerbation de la lutte des classes qui ouvre de nouvelles perspectives révolutionnaires, une situation à laquelle il est urgent d'apporter une réponse politique, sur un terrain de classe et internationaliste.

Ce n'est malheureusement pas ce que fait le courant Anticapitalistas, comme en témoigne la série d'articles de *Viento Sur* cités plus haut. Tous critiquent l'accord de gouvernement, en démasquent les limites, voire l'imposture... mais restent sur le fond cantonnés à l'idée qu'une mobilisation des masses, si elle existait, pourrait pousser le gouvernement à répondre à l'urgence sociale.

Bien au contraire, il s'agit de préparer la classe ouvrière à le combattre.

Alors que Podemos est allé jusqu'au bout de sa logique, il y a une urgence vitale à porter un programme qui donne un sens, un objectif politique aux luttes de toutes celles et ceux qui s'opposent aux offensives du capital et de leurs serviteurs, qu'ils soient ministres du gouvernement national ou des autonomies, « progressistes » ou pas. Cela veut dire aussi prendre ses distances avec les courants indépendantistes qui, loin d'ouvrir des perspectives révolutionnaires comme s'illusionnent certains, dévoient la lutte des classes sur le terrain d'affrontements d'un autre temps.

L'urgence, en Espagne comme ici et partout dans le monde, est à la construction d'un parti qui se situe sur un clair terrain de classe, internationaliste, en rupture avec les institutions politiques de la bourgeoisie. Un parti qui se donne pour objectif de permettre aux classes laborieuses de bâtir leurs propres réponses à la question du « changement » à partir de leurs propres mobilisations, des organisations démocratiques qu'elles se donnent pour mener leurs luttes.

La seule constitution progressiste possible ne pourra être qu'une constitution instaurant le pouvoir des travailleurs et des classes populaires pour le socialisme, instaurant un monopole bancaire public et expropriant les grands groupes capitalistes, militant pour des États unis socialistes d'Europe seuls à même de garantir le droit à l'autodétermination de tous les peuples.

Daniel Minvielle

Notes

1 Quelques articles publiés dans *Viento Sur* à l'occasion de l'accord PS-UP :

<http://alencontre.org/europe/etat-espagnol-debat-un-gouvernement-de-coalition-fin-du-cycle-de-changement.html> - Mats Lucia Bayer, CADTM

<http://alencontre.org/europe/espagne/etat-espagnol-un-gouvernement-de-progres-face-au-chantage-golpiste-dun-bloc-reactionnaire.html> - Jaime Pastor – Anticapitalistas

<http://alencontre.org/europe/espagne/etat-espagnol-apres-les-elections-les-inconnues-persistent.html> - Manuel Gari – Anticapitalistas

2 Deux articles parus dans DR, l'évolution de Podemos au fil de ses résultats électoraux :

<http://www.npa-dr.org/index.php/9-article-lettre/10-crise-politique-en-espagne-revers-de-podemos-ou-la-necessite-d-un-parti-anticapitaliste-et-revolutionnaire> – 1^{er} juillet 2016

<http://www.npa-dr.org/index.php/9-article-lettre/68-vistalegre-ii-le-2eme-congres-de-podemos-une-operation-triomphe-sans-perspective-pour-les-travailleurs> – 3 mars 2016

3 Article sur la révolution et la guerre civile espagnoles :

<https://npa2009.org/idees/histoire/espagne-juillet-1936-fascisme-ou-revolution-sociale>